

Communiqué

AGIR POUR LA REVALORISATION DE NOS PENSIONS, POUR LA DIGNITÉ ET POUR L'AVENIR DES FUTUR.E.S RETRAITÉ.E.S

« Un effort d'environ 54 milliards d'euros » dans les prochains budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, voilà ce que propose le 1^{er} ministre. Il promet, entre autres le gel du point d'indice des fonctionnaires, des efforts sur les arrêts maladie, etc... tous les ministères seront concernés. En cause, le déficit qui risque de dépasser les 6% au lieu des 4,8% prévus. Oubliant que c'est cette politique de l'offre à coups de cadeaux aux plus riches, menée par Macron depuis 2017 qui a creusé la dette. Et bien sûr, on s'en prend aux retraité.e.s, comme c'est facile ! Leur dénigrement continu est insupportable. Il n'est plus question d'accepter ces campagnes incessantes qui les présentent comme des nantis égoïstes qui ne se préoccuperaient pas de l'avenir. Les pensions de retraites sont la contrepartie d'années de travail au cours desquelles des cotisations ont permis d'acquérir des droits au travers du salaire socialisé.

Et pourtant, la pension médiane brute perçue par les hommes est de 2 050 € et de 1 268 € pour les femmes. 30 % d'entre eux ont une pensions inférieures à 1 000 euros, 74 % sont des femmes. Pour les retraités du privé le niveau des pensions complémentaires Agirc-Arrco se situe de 387 euros pour les femmes et 628 euros pour les hommes. Comment la moitié des retraité-es qui ont cotisé tout au long de leurs carrières peuvent vivre avec de tels revenus dans la France de 2026. Pour autant les sempiternels projets de gel de tout ou partie des pensions de retraite et de suppression de l'abattement fiscal de 10% sur les revenus pour les retraité.e.s, oubliant de dire qu'il est déjà plafonné (à 4439€ par foyer fiscal en 2026), reviennent dans l'actualité.

Aujourd'hui le patronat et Premier Ministre cherchent à opposer les petites pensions avec ceux qui seraient « aisés » avec 2 000 euros de retraite. Le ministre de l'Économie considère même que l'on vit correctement avec 2 000 euros...Nchiche ! Le mépris du patronat et des gouvernements n'est pas acceptable ! Pour cela nous devons toutes et tous nous mobiliser et manifester pour l'augmentation conséquente des pensions. Au-delà du pouvoir d'achat, c'est aussi notre dignité qui est bafouée pendant que les grands groupes cotés en Bourse versent chaque année des milliards d'euros cumulés aux actionnaires. Il ne s'agit pas d'une injustice. C'est du vol.

Tout le monde sait que non seulement les retraité-es. sont préoccupé.e.s de l'avenir, mais aussi qu'ils, elles participent matériellement au bien-être de leurs enfants et petits-enfants, qu'ils, elles contribuent largement à la vie citoyenne et associative. Ce ne sont pas les retraité.e.s qui hypothèquent l'avenir des générations futures, c'est la société capitaliste. Les orientations libérales menées par les gouvernements successifs suppriment au fur et à mesure toutes les conquêtes sociales issues du Conseil National de la Résistance (Sécurité sociale, services publics, etc.) mais aussi gagnées par nos luttes. Ils détruisent peu à peu tout ce qui fait Société pour privilégier les intérêts des plus riches sans se préoccuper des êtres humains et de l'environnement. Pas de doute il s'agit bien d'un combat de classe !

Ainsi le 14 octobre, le Conseil d'administration de l'AGIRC-ARRCO se réunira pour statuer sur l'évolution des pensions de retraites complémentaires pour l'année à venir. Des rassemblements sont organisés à Paris et dans les territoires pour exprimer notre colère et formuler nos revendications.

A la suite de deux années sans revalorisation et après un timide 1,6 % en 2023, nous exigeons : une revalorisation immédiate conséquente à hauteur de 5 %, 1 % de rattrapage pour 2025, 2,6 % pour maintenir le pouvoir d'achat en 2026 et 2 % d'augmentation dans le cadre d'un rattrapage des 10 % de perte depuis 2020.

Nous retraité.e.s des finances sommes aussi concerné.e.s par ces négociations et participeront avec notre Union Fédérale des retraité.e.s CGT Finances aux rassemblements à Paris et dans les territoires dès le 14 octobre lors de la tenue du CA de l'Agirc-Arrco mais aussi le 19 novembre en participant à la manifestation nationale des retraité.es se déroulera à Paris.

C'EST LE MOMENT D'AGIR !